

Si vous n'avez pas le temps de lire *Alertez les bébés ! Objections aux progrès de l'eugénisme et de l'artificialisation de l'espèce humaine*, ni *Le Manifeste des Chimpanzés du futur contre le transhumanisme* (toujours en vente), vous pouvez lire le fidèle résumé qu'en fait Anselm Jappe, théoricien reconnu de la critique de la valeur et blogueur sur Médiapart (ci-dessous).

Blague à part, c'est une sorte d'événement que sept ans après nos alertes contre *La Reproduction artificielle de l'humain*, un authentique anti-capitaliste rejoint publiquement notre critique, quitte à nous rejoindre également sur les listes noires des petites meutes techno-progressistes. Vous verrez que, à ce rythme, un François Ruffin qui vient de se découvrir une hostilité « métaphysique » au progrès, ou l'anti-capitaliste Hervé Kempf et ses « collaborateur-ice-s » pro-PMA de *Reporterre*, finiront par rallier l'écologie radicale et anti-industrielle avant 2050.

Pièces et main d'œuvre

Le Droit à l'oncle

Anselm Jappe

Source : <https://blogs.mediapart.fr/anselm-jappe/blog/190421/le-droit-loncle>

Le Sénat vient de refuser d'entériner la Procréation médicale assistée (PMA, parce que dans le monde du progrès tout se résout en acronyme) pour toutes et tous. L'Assemblée nationale va la rétablir, parce que c'était une promesse du président Hollande – ou peut-être ne la rétablira-t-elle pas, parce qu'il faut complaire à la droite... En attendant, des manifestations d'orientation opposée, mais toujours avec des participants très remontés, s'alternent devant les lieux du pouvoir. En effet, les enjeux sont nombreux et de la plus haute importance : PMA seulement pour les couples mariés ou aussi pour ceux qui sont en union libre ; pour les homosexuels ou pas ; pour les femmes seules ou pas ; remboursée par la sécu ou aux frais du client ; avec sélection prénatale des embryons ou pas ; savoir combien d'embryons « surnuméraires » on crée ; avec congélation des embryons surnuméraires (et pour quel usage) ou avec leur destruction ; avec donateur anonyme ou pas ; avec utérus externe ou pas ; post mortem ou pas ; avec modification du génome ou pas ; etc. Chacune de ces questions soulève des débats passionnés, voire haineux. Mais il y a une question qui n'est presque jamais posée : s'il doit y avoir une quelconque forme de PMA, ou s'il ne serait pas préférable qu'elle n'existe pas du tout. A peu près toutes les forces en présence – les partis politiques, les associations en tout genre, les manifestants dans les rues, les média généraux et spécialisés – s'écharpent uniquement sur les détails de l'application de la PMA : pas du tout sur le principe. Même la droite « dure », la « Manif pour tous », les intégristes catholiques n'osent que rarement la critiquer en tant que telle. En général, ils veulent simplement soumettre son usage aux critères de leur morale, laquelle semble désespérément surannée au reste de la population. Mais si c'est le couple traditionnel qui veut y faire recours, la plupart d'eux ne semblent y voir aucune objection. On ne peut que s'étonner d'un tel acquiescement des « obscurantistes » et « réactionnaires » à la technoscience la plus récente.

Mais il faut s'étonner encore beaucoup plus – ou au moins il faudrait s'étonner – de l'enthousiasme presque unanime à « gauche » pour ce nouveau droit humain rendu possible par la technoscience. Une adhésion qui s'étend même au champ écologiste, libertaire, féministe radical. On devrait penser que la PMA, dans toutes ses variantes, depuis la « simple » insémination artificielle jusqu'à l'implantation d'un embryon génétiquement modifié dans un utérus « loué » (gestation pour autrui), la greffe d'utérus, et jusqu'à l'utérus artificiel encore en voie d'élaboration, appartient au même monde que les centrales nucléaires et les pesticides, le clonage des animaux et l'amiante, la dioxine dans les poulets et le plastique dans les océans : une violente invasion de produits technologiques très récents dans les cycles biologiques, avec des conséquences incalculables. Il est totalement incompréhensible que des gens qui sont en toute sincérité contre ces inventions mortifères puissent tout à coup accepter un de leurs développements les plus invasifs. Ils ou elles y tiennent même tellement qu'ils attaquent violemment les points de vue opposés (par exemple, en empêchant les conférences de personnes d'ailleurs si différentes qu'Alexis Escudero ou Sylvaine Agacinski) et réussissent à réduire au silence les nombreuses voix (assurément plus nombreuses que les leurs) qui ne partagent pas leur enthousiasme, en taxant tout adversaire, même des féministes historiques, d'homophobe, mysogine, transphobe, réactionnaire, lepeniste, facho, et en utilisant des stratégies qui rappellent la mainmise du stalinisme sur la gauche entre les deux Guerres mondiales sous prétexte d'« antifascisme ». On constate même une curieuse convergence des intérêts de multinationales comme Monsanto[1], ou des mafias qui organisent la gestation pour autrui dans des pays pauvres, et les pro-PMA à gauche : une convergence qui ne s'explique probablement pas par un transfert de fonds, ou d'obscurs complots, mais par une énième ruse de la non-raison, dans ce cas-là de la forme-sujet bourgeoise.

Il n'est pas seulement question des conséquences pour la santé (c'est un autre mystère de savoir pourquoi des femmes et des féministes se ruent pour s'offrir comme cobayes à la science ou acceptent tacitement l'esclavage des « mères porteuses » dans les pays pauvres). La PMA est aussi une espèce de point d'orgue, d'aboutissement du processus pluriséculaire d'expropriation de toute notre « dotation originare ». Les terres (dans le processus connu comme *enclosures*), les eaux, les savoirs, la communication, la culture, la reproduction domestique – tout a été séquestré peu à peu par le capital, et non seulement par le capital économique, mais aussi par la technoscience. Nous ne pouvons plus ni bouger ni nous nourrir, ni nous chauffer ni nous instruire sans l'aide de la mégamachine. Aucune autonomie nulle part. Une bonne partie de nos contemporains a même perdu la capacité de traverser la rue sans l'aide de son GPS. Déjà auparavant, la capacité d'additionner 5+3 sans l'usage d'une calculette était devenue rare[2]. On pourrait poursuivre la liste presque à l'infini. Les individus appartiennent toujours à des groupes sociaux différents, à des ethnies ou religions diverses, vivent en différentes parties de la terre, sont analphabètes ou érudits, réfugiés ou nantis : mais tous, ou presque, vivent dans la même dépendance au biberon technologique. En Somalie comme en Californie. Tout le monde se plaint du respect qu'il ne reçoit pas, de la discrimination ou marginalisation ou manque de reconnaissance qu'il subit et insiste sur l'*empowerment* auquel il ou elle aurait droit : mais personne ne semble trouver humiliant de ne plus pouvoir vivre un jour sans son *smartphone*, un outil dont on pouvait très bien se passer jusqu'à une date très récente – parce qu'il n'existait pas – et qui est géré par des entreprises privées qui ne poursuivent rien d'autre que leurs intérêts.

Toutefois, même les plus démunis ont toujours eu au moins *une* chose qui était à eux. Comment appelait-on la classe la plus basse, la plus pauvre des citoyens de la Rome antique ? Les *prolétaires* : ils ne possédaient rien à part leur *proles*. Les enfants étaient le degré zéro de la propriété, ce que tout le monde peut avoir et à travers quoi on peut être membre de la communauté à défaut d'autre moyen. Aucune expropriation subie sur d'autres terrains ne

pouvait enlever aux pauvres la faculté la plus fondamentale, celle de se reproduire et de s'insérer dans la communauté à travers la « filiation », sans aide de personne, sans permis à demander. A présent, la PMA nous dépossède de notre ultime faculté, celle que le pouvoir ne pouvait pas s'approprier jusqu'ici : la filiation biologique. La PMA nous rend littéralement des sous-prolétaires, des moins-que-prolétaires : ceux qui n'ont même plus de *proles* à eux, parce qu'ils ont accepté de déléguer ce dernier reste d'autonomie à la technoscience du capital (et il n'en existe pas d'autre que celle-ci)[3].

Les arguments en faveur de la PMA sont bien connus. Que faut-il proposer aux gens qui veulent avoir des enfants et n'y arrivent pas ? On a proclamé le « droit à l'enfant ». Quelle drôle d'idée ! Existe-t-il le droit à avoir un oncle ? Puis-je demander à la technoscience de me créer un oncle, parce que la nature ne m'en a pas donné et ma vie est incomplète sans un oncle ? Et un autre être humain peut-il constituer un « droit » pour moi ?

Faut-il alors que les gens sans enfants se résignent à leur funeste destin ? En vérité, toutes les cultures humaines ont offert des solutions à ce problème, mais aucune n'a eu l'idée de recourir à la PMA. La solution consiste évidemment dans les différentes formes d'adoption. N'est-ce pas suffisant pour ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas recourir à la procréation biologique ? On sait qu'actuellement il est assez difficile et coûteux d'adopter un enfant. Mais ne serait-il pas, tout compte fait, plus facile de changer les lois humaines que les lois biologiques ? On dirait que la préférence accordée à la PMA plutôt qu'à l'adoption cache un désir très archaïque, très « essentialiste » ou « naturaliste » : avoir un enfant « de son propre sang », avec son propre ADN. Il est étrange que des gens qui fustigent à longueur de journée les mentalités « rétrogrades » ou « traditionnalistes » de leurs adversaires pratiquent eux-mêmes une attitude qui est on ne peut plus bourgeoise et « biologique ». Un enfant qui ne soit pas de mon sperme ou de mes ovocytes ne m'intéresse pas...

En effet, les différentes cultures ont développé des réponses souvent surprenantes aux problèmes de filiation. L'anthropologue Françoise Héritier rappelle, parmi d'autres, ce cas particulièrement éclatant : chez les Nuer au Soudan, une femme qui après le mariage n'enfante pas (on attribue automatiquement la stérilité à la femme) est renvoyée par le mari dans sa famille d'origine, où elle peut, si elle en a les moyens, « acheter » une ou plusieurs épouses qu'elle fait mettre enceinte par un de ses gardiens de vaches, gardant enfin les enfants comme les siens. On peut en tirer la conclusion – et beaucoup d'« experts » dans les « comités d'éthique » le font – que la famille occidentale classique est tout sauf « naturelle » et qu'on ne voit pas a priori pourquoi sortir de ce cadre devrait causer des traumatismes pour les enfants qui y grandissent. Mais on peut aussi en conclure que le recours à des solutions médicales témoigne, pour le moins, d'un terrible manque d'imagination : plutôt que de recourir au symbolique – à des enfants acceptés comme « fils » même si génétiquement ils ne le sont pas – on pratique de la *zoologie médicalement assistée*. Une « zoologie appliquée » : les êtres humains sont réduits, comme un cheptel, à leurs caractéristiques biologiques qu'il s'agit de transmettre. C'est le principe fondamental de l'élevage, dont la résurgence chez des gens qui passent leur vie à tonitruer contre l'« essentialisme » et le « naturalisme » en prônant la « déconstruction » est pour le moins surprenante...

Dans la société gouvernée par l'« individualisme grégaire » la première question qui se pose est la suivante : si l'individu le veut, qui a le droit de s'y opposer ? Si, du moins, ce désir ne nuit pas à d'autres individus. C'est un argument parfaitement « libéral », et il est bien curieux que les mêmes gens y aient recours, qui dans tous les autres domaines critiquent justement la « liberté de l'individu » de circuler par tous les moyens, de consommer sans freins, de dire

toujours « moi, moi, moi ». Prétendre mettre la biologie à l'envers pour avoir son enfant « vrai » : n'est-ce le comble du narcissisme, lequel mesure le monde entier à l'aune de ses caprices ? N'est-ce le triomphe du libéralisme et du « chacun pour soi » ?

Ainsi, nous en arrivons à l'argument ultime qui paraît irrécusable: qui est contre la PMA doit être « homophobe ». Sûr ? Cet argument vaut à peu près l'affirmation selon laquelle qui critique l'emploi de pesticides est « contre les paysans », affirmation qui a déjà produit la « cellule Demeter » de la police pour combattre l'*agro-bashing*, nom qui désigne toute critique de l'agriculture industrielle. Cela vaut aussi pour l'affirmation selon laquelle celui qui demande la fermeture des usines les plus polluantes ou des centrales nucléaires serait « contre les ouvriers ».

L'eugénisme semblait avoir disparu du monde avec le nazisme qui avait révélé la vérité de cette « science », laquelle auparavant avait même séduit certains milieux de gauche (de Trotski à Salvador Allende, entre autres). Mais l'application directe de la technoscience à la biologie humaine et à sa transmission héréditaire est trop « en phase » avec le progrès en général pour pouvoir disparaître à cause d'un épisodique usage « malveillant ». ... L'eugénisme a donc fait un grand retour à partir des années 1980, cette fois-ci en veste libérale : personne n'y est obligé. Au lieu de l'eugénisme « négatif » (éviter la propagation des mauvais gènes à travers la stérilisation forcée, l'empêchement de procréer, ou carrément l'élimination physique) on est passé à l'eugénisme « positif ». Les porteurs des meilleurs matériaux génétiques sont encouragés à se reproduire, et surtout on améliore directement le patrimoine génétique : sélection prénatale des embryons, choix du sperme et des ovocytes sur catalogue, intervention directe dans l'ADN, création (future ?) des gènes de synthèse.

Le film *Bienvenue à Gattaca* d'Andrew Niccol (1997) a su montrer à un large public l'aspect qu'aurait une société de castes basées sur la génétique, où les riches peuvent se permettre des descendants qui font automatiquement partie des classes supérieures, tandis que ceux qui sont nés sans le secours de la science sont destinés à être les serviteurs des « améliorés ». La littérature et le cinéma en ont proposé d'autres approches ; mais presque tout l'essentiel sur l'eugénisme a déjà été dit dans *Le Meilleur des mondes* d'Aldous Huxley (dont le frère Julian a été un des représentants principaux de l'eugénisme). Avec deux différences : en 1932 on ne connaissait pas encore la structure de l'ADN, la manipulation des embryons se déroulant donc dans le *Brave New World* à travers la chimie. Et surtout elle est organisée par les pouvoirs publics et casse tout lien de filiation : tous les « donneurs » sont anonymes. Appeler quelqu'un « père » ou « mère » y est une insulte obscène. En revanche, dans le meilleur des mondes postmoderne, la famille traditionnelle survit, et on paie cher pour avoir des descendants à l'avenir assuré.

Le monde de *Gattaca* aide aussi à mieux cerner une autre question : la PMA ne sera jamais la règle, ne sera jamais majoritaire, parce que la plupart des personnes préfère, et probablement préférera toujours, la bonne vieille méthode pour faire des enfants, et parce que les variantes plus sophistiquées - avec amélioration - sont trop coûteuses. Soit. Mais il n'est pas nécessaire qu'un phénomène social soit pratiqué par la majorité de la population pour devenir un paramètre, un idéal de vie, une norme du désirable, et pour établir des hiérarchies sociales. Même en Europe, la plupart des gens ne peut pas faire des vacances sur les Îles Seychelles, s'habiller chez Prada et exhiber le dernier modèle d'I-phone : mais ceux qui peuvent le faire donnent le ton à la société entière et indiquent aux autres ce qu'il faut faire pour être une personne « comme il faut ». De même, la majorité qui ne recourt pas à la technoscience pour procréer sera invitée à se sentir en même temps coupable, envers leurs enfants, et inférieure, envers la société. Déjà maintenant, ceux qui ne se soumettent pas aux examens prénataux et

mettent ensuite au monde un enfant handicapé sont à peu près considérés comme des irresponsables (et qui coûtent cher à la société). Certes, il ne manquera pas des bonnes âmes à gauche pour demander, dans un souci d' « égalité », de veiller à ce que chaque citoyen(ne) ait le même accès aux techniques reproductives, même les plus chères.

D'ailleurs, une gestion « démocratique » ou « populaire » de ces techniques ne serait nullement préférable. Il y a quelques années, on proposait le « bio-hacking » (appelé aussi « Do-it-yourself-biology » ou « biologie participative ») : sous forme de kits envoyés à la maison, d'*open source* ou dans des « bio-cafés » conçus en analogie avec les cybercafés, chacun peut accéder aux technologies et conseils nécessaires pour fabriquer son petit monstre personnel, du moins sous forme de mouche.

Cette inscription de la hiérarchie sociale dans les gènes mêmes est justement considérée comme l'horreur absolue par de nombreux anti-capitalistes. Rien n'arrête en revanche ses promoteurs ; l'eugénisme positif a tout naturellement donné lieu au « transhumanisme ». Ses apôtres les plus convaincus, pour le moment, ne sont pas des États totalitaires, mais Google et les *libertarians* californiens. On ne voit pas du tout comment on pourrait avoir, dans les conditions actuelles, une PMA sans renforcer la poussée vers l'homme génétiquement augmenté et renforcer ultérieurement le pouvoir de ceux qui en détiennent les clefs. Mais ceux et celles qui ne pensent qu'à leur « droit à l'enfant » en sont tellement obsédés qu'ils jettent sans hésiter par-dessus bord tous leurs principes habituels. Certains féministes, surtout dans les années 1980-90 avaient dénoncé dans les techniques de reproduction une expropriation des corps des femmes par une technoscience de caractère masculine. Ont-elles été « invisibilisées » par les fanatiques de la PMA ?

19 avril 2021

Notes

[1] « Tout comme Monsanto avait fait sa fortune en stérilisant les semences pour pouvoir les revendre tous les ans, les tentatives de banaliser l'hétéronomie reproductive ressemblent bien à une tentative de nous forcer à devoir acheter nos propres enfants » à commenté une personne bien avertie.

[2] En 1984 d'Orwell, O'Brian torture Winston pour l'obliger à admettre que $2 + 2 = 5$. La première fois qu'O Brian lui demande combien font $2 + 2$, Winston répond spontanément : « 4 ». Aujourd'hui, il est très probable qu'il aurait demandé de pouvoir utiliser une calculette.

[3] Pour éviter des malentendus : ici, on ne parle pas des familles « prolétaires » modernes et du rôle que les femmes y tiennent, mais de la catégorie juridique romaine ancienne. Pouvoir avoir des enfants était une condition suffisante pour être citoyen. Et cette condition était automatiquement attribuée à chaque homme libre : c'était ce que personne ne peut perdre. Évidemment, c'est une situation qui n'a rien de désirable en tant que telle : cette forme de citoyenneté était réservée aux hommes, et aux hommes libres. De plus, elle servait les exigences militaires. Mais sur un plan métaphorique on peut dire que perdre l'autonomie reproductive signifie tomber encore plus bas que les *proletarii* anciens.